

L'histoire du temps présent

1919: l'autre référendum

Tenter des comparaisons historiques constitue un exercice délicat. Certaines comparaisons idéalisent le passé. Le passé est alors transformé en „bon vieux temps“.

Dans d'autres comparaisons, les hommes et les femmes d'autrefois se voient rabaisés à de simples „provinciaux de notre temps“. Une conception linéaire du temps et une croyance intériorisée au progrès expliquent pourquoi nous considérons le Néolithique comme une avancée par rapport au Paléolithique et nous jugeons les Temps modernes meilleurs que le Moyen Age. Des écrivains comme Kurt Tucholsky rejettent cette approche comme erreur de raisonnement. Il écrit en 1932, sans doute aussi sous le choc des succès électoraux des nazis dans sa patrie, nazis qu'il n'a cessé de combattre avec sa plume: „Die Leute blicken immer so verächtlich auf vergangene Zeiten, weil sie diese oder jenes ‚noch‘ nicht besaßen, was wir heute besitzen. Aber dabei setzen sie stillschweigend voraus, dass die neuere Epoche alles das habe, was man früher gehabt hat, plus dem Neuen. Das ist ein Denkfehler. Es ist nicht nur vieles hinzugekommen, es ist auch vieles verloren gegangen, im Guten und im Bösen. Die von damals hatten vieles noch nicht. Aber wir haben vieles nicht mehr.“

Leopold von Ranke, un des fondateurs de la méthode historique, mobilise, en protestant croyant, la référence à Dieu pour souligner, dans une conférence prononcée devant le roi de Bavière Maximilien II en 1854, que chaque époque doit être considérée comme valable par elle-même et par là digne d'être examinée sans parti pris: „Jede Epoche steht unmittelbar zu Gott. (...) Vor Gott erscheinen alle Menschen gleichberechtigt, und so muß auch der Historiker die Sache sehen.“

L'histoire, ce voyage en autrui

L'historien de l'Antiquité Paul Veyne, quant à lui, s'élève dans son ouvrage sur la vie privée sous les Romains contre la tendance à rechercher dans le passé seulement ce qui nous ressemble, ce qui nous confirme dans nos convictions et nos valeurs: „L'histoire, ce voyage en autrui, doit servir à nous faire sortir de nous, au moins aussi légitimement qu'à nous conforter dans nos limites. Les Romains sont prodigieusement différents de nous et, en matière d'exotisme, n'ont rien à envier aux Amérindiens ou aux Japonais.“

En comparant la poignée de référendums nationaux qu'a connus le Luxembourg, un (double) en 1919, un en 1937, un en 2005, il est bon d'avoir à l'esprit ces diverses facettes de la comparaison historique.

Dans son excellent essai de 2006 sur „Les quatre référendums du Grand-Duché de Luxembourg“, Ben Fayot montre d'un côté les ressemblances. Les référendums furent organi-

sés à des moments cruciaux de l'évolution de la société luxembourgeoise et de son ancrage international. Tous tournaient autour de questions essentielles: la forme de l'Etat, la démocratie, les relations avec les pays voisins, l'existence, voire la survie dans un ensemble d'Etats-nation. On se rend compte d'un autre côté, à la lecture de son essai, à quel point un de ces référendums, le double référendum de 1919, est différent et nous transporte dans un temps autre. Par rapport à 1937. Par rapport à 2005. Par rapport à aujourd'hui. Un voyage en autrui.

Aujourd'hui, en 2015, le gouvernement et le parlement concèdent au peuple luxembourgeois, dix ans après le dernier référendum, un exercice de démocratie directe. Mais cette démocratie directe fut en 1919 b et seulement en 1919 – imposée à la grande-duchesse, au gouvernement et au parlement par un mouvement issu du peuple. Ce mouvement les força à proposer une forme de démocratie qui à l'époque n'existait même pas dans la Constitution.

Comme le soulignait déjà Christian Calmes dans son livre sur „1919: L'étrange référendum du 28 septembre“, c'est le 10 novembre 1918 qui explique le référendum de 1919. Après les espoirs soulevés dans le monde ouvrier et certains milieux intellectuels luxembourgeois par les ré-

volutions russes de 1917, les nouvelles venant d'Allemagne début novembre 1918 (création de conseils d'ouvriers et de soldats, proclamation de la république à Munich le 7 novembre, à Berlin le 9, abdication de Guillaume II) font des émules au Grand-Duché. Frantz Clément, le rédacteur en chef du *Escher Tageblatt*, s'en fait l'écho en appelant, dans son éditorial „Die neue Zeit“ du 9 novembre 1918, à la révolution (pacifique): „Wir predigen nicht die Revolution, die mit Gewaltmitteln arbeitet. Aber unser Volk, in dem auch gute Kräfte schlummern, schläft. Es muß erwachen! Denn draußen, vor den versammelten Toren, schmettern tausend Drometen jubelnd die Völkermarseillaise, den stolzen, hinreißenden Hymnus sieghaften Erfüllens! Auch unseres Volkes Schicksalsstunde hat damit geschlagen! Volk, steh auf und tue deine Pflicht!“ A Esch-sur-Alzette, le même jour, le Siegburger Landsturm-Bataillon élit un conseil de soldats.

Le vide de pouvoir laissé par les troupes allemandes qui plient bagage – alors que les troupes alliées n'arrivent que fin novembre – rend possible l'action révolutionnaire. Toutes les tensions qui s'étaient accumulées pendant la guerre – Ben Fayot relève celles entre républicains laïques et monarchistes catholiques, entre les cantons ruraux et les cantons ur-

bains et industriels, entre les profiteurs de guerre et les salariés victimes de la vie chère et de la rareté des vivres ainsi que les doutes sur la viabilité politique et économique du pays – se déchargent sur la grande-duchesse Marie-Adélaïde et son entourage allemand. C'est elle qui porte pour les Alliés la responsabilité de la politique d'accomodement du gouvernement luxembourgeois avec l'occupant allemand et pour la gauche (libéraux et socialistes), puisqu'elle a pris fait et cause pour la droite, la responsabilité de la crise politique intérieure.

Un référendum issu d'une révolution

Le 10 novembre 1918, la révolution commence au Luxembourg. Un conseil ouvrier et paysan dans la capitale exige l'abdication de la grande-duchesse et la proclamation de la république, mais aussi la journée de huit heures et la nationalisation des banques. Le lendemain matin, le Conseil est reçu par le gouvernement qui lance une première contre-offensive en annonçant qu'il soumettrait le régime futur de l'Etat à une consultation populaire. Lors d'une grande manifestation au Knuedler, les leaders socialistes et libéraux se divisent sur la question si le Conseil révolutionnaire ou alors la Chambre peut et doit proclamer la république. Esch la prolétaire ne connaît pas les états d'âme légalistes des hommes politiques bourgeois de la capitale. Dans une réunion convoquée par des députés du parti socialiste et du parti populaire (tous des syndicalistes), un Conseil ouvrier et paysan proclame purement et simplement dans une résolution l'abdication de la grande-duchesse et la création de la République de Luxembourg.

L'histoire, un voyage en autrui. Aujourd'hui, l'instrument du référendum est vu comme un complément de la démocratie représentative, pour sonder l'opinion de l'électorat autour de questions que l'élite politique estime centrales. En 1918-1919, la carte du référendum est la seule planche de salut du premier ministre catholique pour sauver la dynastie régnante. D'après le député du même parti de la droite, Auguste Thorn, ce fut d'ailleurs la grande-duchesse qui proposa la voie du référendum. Une manœuvre politique qui s'avéra habile pour désamorcer le mouvement révolutionnaire. Le gouvernement proclame qu'il souhaite que „cette question sur le bien de la population soit soumise au tribunal compétent, c'est-à-dire le peuple luxembourgeois, à tous les citoyens sans exception aucune“. Contre l'initiative populaire par une référence au peuple comme arbitre suprême et par une rhétorique qui renvoie à d'autre révolutions („citoyen“, „tribunal“, „bien du peuple“).

Par ces arguments, le parti de la droite d'Emile Reuter et le parti national indépendant du député de Clervaux Pierre Prum, fils du leader de la droite d'avant-guerre

Emile Prum, font revenir sur leur décision les cinq députés dont ils ont besoin pour empêcher la proclamation de la république à la Chambre, le 13 novembre 1918: les députés du parti populaire tous issus du grand syndicat des ouvriers sidérurgiques fondé en 1916, le Berg- und Hüttenarbeiterverband. Pour eux, les questions sociales primaient de toute façon les questions politiques. En promettant, à côté de l'appel au vote populaire, l'introduction de la journée de huit heures, les partis monarchistes du Luxembourg rural sont parvenus à amadouer ces élus du sud industriel et ouvrier.

La première tentative d'introduire la république échoue parce que les partisans de la monarchie ont réussi, en lançant l'idée du référendum, à contrer leurs adversaires dans l'arène parlementaire. En plus, en offrant la journée de huit heures en bonus, ils ont coupé l'herbe sous le pied du mouvement révolutionnaire extraparlémentaire dans le bas-minier.

La deuxième tentative d'introduire une république, en janvier 1919, se limite à la capitale et échoue à cause de l'intervention des troupes d'occupation françaises. Elle entraîne néanmoins l'abdication de Marie-Adélaïde en faveur de sa soeur Charlotte.

L'histoire comme voyage en autrui. Le référendum de 1919 est le seul à être, comme l'écrit Ben Fayot, né directement d'une crise révolutionnaire, accompagnée de l'intervention d'une armée étrangère et à être encadré par un débat intense de presque une année non seulement à la Chambre, mais aussi dans l'opinion publique.

Bien avant que le vote populaire ne clarifie la question de la forme de l'Etat, ce sont les initiatives dans la rue qui ont ouvert la voie à une pratique constitutionnelle de la monarchie compatible avec la démocratie parlementaire basée sur le suffrage universel et, avec la journée de huit heures, à la reconnaissance des droits sociaux de la population et d'un processus de réformes démocratiques et sociales qui imprègnent le pays jusqu'à aujourd'hui.

Dans ce sens, les acteurs, les débats et les luttes de 1918-1919 sont loin de n'être que des „provinciaux de notre temps“. Bien au contraire, ils ont inauguré l'ère démocratique au Luxembourg. Cette ère qui nous permet aujourd'hui de débattre sur la relation entre démocratie directe – dont le référendum est un outil – et démocratie représentative comme de l'évolution future de la démocratie parlementaire luxembourgeoise.



Denis Scuto



Lauschtert och dem Denis Scuto säi Feuilleton op Radio 100,7, all Donneschdeg um 9.25 Auer (Rediffusioun 19.20) oder am Audioarchiv op www.100komma7.lu.